

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95300 Pontoise

Pontoise, le 7 novembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EXTRACT ECOTERRES**

**ZAE DES AUBINS**

**CHEMIN DU BAC DES AUBINS**

**95820 Bruyères-sur-Oise**

Références : UD95 – 2024 – 883  
Code AIOT : 0006516555

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement EXTRACT ECOTERRES implanté ZAE des Aubins chemin du Bac des Aubins à Bruyères-sur-Oise. L'inspection a été annoncée le 17/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du suivi courant du site, une inspection a été réalisée sur le site de transit, regroupement, tri et traitement de déchets non-dangereux EXTRACT ECOTERRES à Bruyères-sur-Oise, afin de vérifier, d'une part, la situation administrative du site et d'autre part, le respect de certaines prescriptions opposables à ce type d'activités.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXTRACT ECOTERRES
- ZAE DES AUBINS CHEMIN DU BAC DES AUBINS - 95820 Bruyères-sur-Oise
- Code AIOT : 0006516555
- Régime : Autorisation

La société EXTRACT ECOTERRES exploite une plateforme de tri, transit et de traitement de sédiments et de terres polluées. Les terres et sédiments accueillis sont à considérer comme des déchets non dangereux non inertes ou des déchets inertes selon leur qualité. Une fois traités, les terres et sédiments dépollués sont ensuite valorisés. Le site est implanté dans une zone d'activité au bord de l'Oise. Il occupe une surface d'environ 6 hectares.

### Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative du site ;
- Prévention des pollutions atmosphériques et aquatiques ;
- Traçabilité des déchets accueillis.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

#### Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	autosurveillance des rejets aqueux	AP complémentaire du 29/12/2023, articles 4.3.9 et 4.3.10	Demande d'actions correctives	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de demande d'actions correctives

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral complémentaire du 29/12/2023, article 1	Sans objet
2	Mesures d'odeurs	Arrêté Préfectoral complémentaire du 29/12/2023, article 3.1.3	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral complémentaire du 29/12/2023, article 3.2.3	Sans objet
5	Prévention du risque inondation	Arrêté Préfectoral complémentaire du 29/12/2023, article 7.6	Sans objet
6	quantité de déchets sur site	Arrêté Préfectoral complémentaire du 29/12/2023, article 1.5.10	Sans objet
7	déchets autorisés	Arrêté Préfectoral complémentaire du 29/12/2023, article 8.1.1	Sans objet
8	Quantités autorisées	Arrêté Préfectoral complémentaire du 29/12/2023, article 8.1.3	Sans objet
9	Zones de traitement	Arrêté Préfectoral complémentaire du 29/12/2023, article 8.2.3.1	Sans objet
10	traitement des terres pyritifères	Arrêté Préfectoral complémentaire du 28/02/2024, articles 4 et 5	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

**L'inspection des installations classées a relevé une non-conformité au cours de cette visite d'inspection qui concerne l'autosurveillance des rejets aqueux.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 29/12/2023, article 1				
Thème(s) : Situation administrative				
Prescription contrôlée :				
Le classement des installations exploitées par la société EXTRACT sur le territoire de la commune de BRUYERES-SUR-OISE est le suivant :				
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
3532	A	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE: : – traitement biologique – (...)	Activité IED	4 500 t/j
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Traitement des déchets non-dangereux de type sédiments, terres, etc.	
2716-1	A (E)	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Transit de déchets non-dangereux de type sédiments, terres, etc.	36 000 m <sup>3</sup>
2515-1	D	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	Crible de 200 kW	200 kW
2517	D	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup>	Zone S4 Stockage des produits issus du lavage des terres	9 715 m <sup>2</sup>
1435	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	150 m <sup>3</sup> par an de GNR distribués	150 m <sup>3</sup>
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : (... ) gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; (...). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	Cuve de 10 m <sup>3</sup> aérienne de GNR	<50 t
A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), S (servitude d'utilité publique), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'environnement), NC (non classé), A (E) régime initial de l'autorisation et aujourd'hui régime de l'enregistrement en vigueur . Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.				

L'établissement est autorisé à recevoir au maximum 400 000 t/an de déchets (terres, sédiments de dragage et autres déchets prévus par le présent arrêté) soit une capacité maximale journalière de 4 500 t/j et une capacité moyenne de 1 200 t/j de déchets entrants sur le site.

Le stockage des déchets en attente de traitement, en cours de traitement ou en attente d'expédition est au maximum de 36 000 m<sup>3</sup> soit 56 500 tonnes.

**Constats :**

Dans un premier temps, l'exploitant a présenté ses activités. Le site est spécialisé dans le traitement de terres polluées et de sédiments, principalement par lavage et criblage mais aussi par stabilisation et biorémédiation. Une fois reçues sur site les terres sont analysées par un laboratoire extérieur (Agrolab) pour vérifier la conformité des déchets reçus et déterminer le traitement à appliquer.

Une nouvelle chaîne de lavage, plus performante, a été installée et inaugurée en septembre 2024. Elle permettra de recevoir et traiter des terres complexes. Le site s'est également agrandi et dispose désormais d'une zone plus étendue pour le stockage des terres. Si le site est également autorisé pour le traitement biologique des pollutions organiques (biorémédiation), l'exploitant n'utilise pas ce type de traitement depuis début 2023.

Lors de l'inspection, les activités relevant de la réglementation des ICPE ont été passées en revues :

- Rubriques 3532 et 2791-1 : L'exploitant a indiqué qu'en 2024 le volume journalier n'atteignait que très rarement les 3 000 t/j et n'avait jamais dépassé les 4 500 t/j. Les documents consultés par l'Inspection confirment que les volumes reçus sont inférieurs au volume autorisé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 décembre 2023.

- Rubrique 2716-1 : Au jour de l'inspection, il y avait 50 000 tonnes de déchets sur le site soit environ 31 250 m<sup>3</sup> pour 36 000 m<sup>3</sup> autorisés.

- Rubrique 2715-1 : L'installation de criblage présente sur site a une puissance de 200 kW ce qui est conforme à l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 décembre 2023.

- Rubrique 2517 : Au jour de l'inspection, la zone de stockage des produits issus du lavage des terres est toujours inférieure à 10 000 m<sup>2</sup>.

Enfin, l'exploitant a indiqué que pour la totalité de l'année 2024, le site ne devrait pas recevoir plus de 280 000 t de déchets.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Mesures d'odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 29/12/2023, article 3.1.3		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs		
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'exploitant s'assure que les sources d'odeur sont traitées de manière à ce que le niveau d'odeur en concentration d'un mélange odorant ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Le débit d'odeur, défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m<sup>3</sup>/h par le facteur de dilution au seuil de perception, est limité aux valeurs suivantes :</p>		
<b>Installation concernée</b>	<b>Valeur limite (en unité d'odeur européenne par heure : uoE/h)</b>	<b>Lieu de la mesure</b>
Bioremédiation	2,5.10 <sup>6</sup>	Exutoires de chaque installation de traitement (filtre à charbon actif ou biofiltre) de la zone de bioremédiation
<p>Dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser une mesure du débit d'odeur en sortie de chaque installation de traitement des émissions atmosphériques (biofiltres) par un organisme qualifié.</p> <p>Ces mesures sont renouvelées tous les trois ans.</p>		
<b>Constats :</b> <p>La seule source d'odeurs du site concerne les rejets atmosphériques de l'installation de traitement biologique des terres polluées. L'exploitant a fait réaliser des mesures olfactométriques le 8 avril 2021. Le rapport d'analyse correspondant a été envoyé par courriel le 14 novembre 2024. Celui-ci indique que la concentration d'odeur est inférieure à la limite de décision du laboratoire d'olfactométrie.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne plus avoir fait de traitement biologique depuis un essai réalisé début 2023. Lors de cet essai, l'exploitant n'a cependant pas réalisé de mesures d'odeurs. Au jour de l'inspection, il n'a donc pas procédé à de nouvelles mesures d'odeurs depuis plus de trois ans. Cependant, l'exploitant a indiqué ne pas savoir quand il recommencerait le traitement biologique des terres polluées. <b>Il apparaît que la prescription est inadaptée à la situation actuelle de l'exploitant.</b></p> <p>Au vu de la non-utilisation actuelle de l'installation de biorémédiation, et afin de tenir compte de la réalité d'exploitation, l'Inspection conseille à l'exploitant de déposer un porter-à-connaissance visant à lier la fréquence d'analyse des odeurs à l'utilisation de cette installation. L'inspection demande également à l'exploitant de procéder à de nouvelles mesures d'olfactométrie au redémarrage de l'installation de traitement biologique des terres polluées.</p>		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites		

### N° 3 : Rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral complémentaire du 29/12/2023, articles 3.2.3 et 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

#### 3.2.3 VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> de 6 %.

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n°1
COVNM	110
H <sub>2</sub> S	5
HCN	5

#### 3.2.4 SUIVI DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

L'exploitant réalise une auto-surveillance de ses émissions atmosphériques sur tous les points de rejets identifiés à l'article 3.2.2 susvisé c'est-à-dire au niveau de chaque émissaire des installations de traitement reliées aux biotertres portant sur tous les paramètres mentionnés à l'article 3.2.3 selon une périodicité mensuelle.

Une analyse comparative annuelle est réalisée par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesures du programme d'autosurveillance. Il transmet les résultats d'analyse à l'Inspection des Installations Classées.

#### Constats :

Des mesures ont été effectuées le 30 mars 2023 lors des derniers tests de bioventing effectués. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle correspondant qui ne fait état d'aucune non-conformité.

Comme indiqué au point n°2, l'exploitant n'a pas utilisé son installation de traitement biologique des terres en 2024. Aussi, aucun rejet atmosphérique n'a été émis par cette installation au cours de cette année, d'où l'absence de mesure. Lors de la visite du site, l'Inspection a pu constater que le container dédié à la biorémediation ne fonctionnait pas.

**Il apparaît donc que la prescription est inadaptée à la situation actuelle de l'exploitation du site. L'Inspection recommande donc à l'exploitant de faire une demande de modification de cette prescription afin qu'elle soit mieux adaptée à sa situation.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : autosurveillance des rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral complémentaire du 29/12/2023, articles 4.3.9 et 4.3.10

**Thème(s) :** Risques chroniques, autosurveillance des rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

##### **Article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux**

[...]

##### **Article 4.3.9.2. Eaux pluviales et eaux industrielles**

Les eaux pluviales et industrielles (points de rejet n°1 et n°2) doivent respecter les valeurs limites d'émission suivantes pour pouvoir être rejetées :

Paramètres mesurés	Valeurs limites en mg/L	Flux de pollution journalier en kg/j
MES	35	4,2
DBO <sub>5</sub>	30	3,6
DCO	90	10,8
pH	Entre 5,5 et 8,5	0,04
Température	<30 °C	
Indice phénols	0,3	
Chrome hexavalent	0,1	0,01
Cyanures totaux	0,1	0,01
Arsenic	0,1	0,01
AOX	5	0,6
Hydrocarbures totaux	5	0,6
Métaux totaux	15	1,8

##### **Article 4.3.10. Contrôles**

L'exploitant procède à un contrôle de ses émissions par un laboratoire agréé :

- tous les ans au niveau du rejet n°1 ;
- tous les trimestres au niveau du rejet n°2 sur la base d'un prélèvement moyen sur 24 h asservi au débit.

Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dès réception, avec des commentaires explicatifs en cas de dépassement des valeurs limites.



**Constats :**

L'exploitant a bien procédé au contrôle annuel des eaux rejetées au point de rejet n°1 (sortie de séparateur hydrocarbures) le 15/10/24. Les eaux issues du point de rejet n°2 (sortie de station d'épuration) ont été contrôlées les 06/02/24, 10/04/24, 13/09/24 et 15/10/24, soit tous les trimestres de l'année. Par courriel du 14/11/24, l'exploitant a transmis les rapports d'analyses correspondants. Ceux-ci n'indiquent pas de dépassement des valeurs limites. Cependant les rapports d'analyses ne donnent aucune valeur de flux journalier pour les paramètres demandés. **Ceci constitue une non-conformité.**

**Non-conformité n°1 : l'exploitant n'a pas procédé à des analyses des flux de pollution journaliers pour les paramètres demandés. L'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser ces analyses dans un délai de trois mois.**

**Observation :** Certains rapports d'analyses indiquent que des écarts aux prescriptions des protocoles analytiques ont été observés et que le délai de conservation des échantillons a expiré pour certaines analyses. L'Inspection demande à l'exploitant de s'assurer que les prescriptions des protocoles analytiques soient respectées.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Demande d'actions correctives

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Prévention du risque inondation**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral complémentaire du 29/12/2023, article 3.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention du risque inondation

**Prescription contrôlée :**

L'aménagement du site prend en compte le risque inondation par débordement et par remontée de nappe et est réalisé conformément aux dispositions applicables du PPRI du Val-d'Oise et du SDAGE notamment en termes de conséquence sur l'écoulement ou l'expansion des crues et des remontées de nappe.

L'exploitant dispose, d'une étude hydraulique réalisée par un organisme compétent, conformément au règlement du PPRI du Val-d'Oise visant à vérifier la compatibilité des dispositifs anti-crues projetés, les impacts des installations, des biotopes et des andains (orientations) et, le cas échéant, à définir des mesures compensatoires dans le cas d'un impact défavorable sur l'écoulement et l'expansion des crues et des remontées de nappe.

Les installations sont protégées contre les conséquences d'une inondation par débordement exceptionnel et par remontée de nappe. Toutes les précautions sont prises pour éviter l'entraînement en cas de crue de tout produit et matériel. Les capacités de stockage de produits dangereux sont protégées des inondations afin de prévenir toute pollution accidentelle des eaux et des sols. À cet effet, l'exploitant établit dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté un plan spécifique de secours inondation visant à définir :

- les mesures à mettre en œuvre afin de réduire la vulnérabilité des installations y compris les stockages de déchets et plus particulièrement les mesures pour éviter l'entraînement des déchets et matériaux en cas de crue ;
- les procédures et documents présentant l'enchaînement des actions à conduire depuis la mise en alerte jusqu'au retour à la normale et comportant des fiches réflexes et des outils supports.

**Constats :**

L'exploitant a présenté l'étude hydraulique réalisée par Antea Group en juin 2013, dans le cadre du dépôt de la demande d'autorisation initiale du site. Celle-ci montre que seule une petite partie du site est concernée par le risque inondation : la zone où sont situés les locaux administratifs et le parking des employés. Il apparaît également que les zones de stockage des terres ne seraient pas impactées par une crue décennale de l'Oise.

De plus, l'Inspection a pu consulter le plan de secours inondation établi par l'exploitant le 03/04/24. Celui-ci inclut bien les mesures à mettre en œuvre afin de réduire la vulnérabilité des installations et les actions à conduire depuis la mise en alerte jusqu'au retour à la normale.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : quantité de déchets sur site**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral complémentaire du 29/12/2023, article 1.5.10

**Thème(s) :** Situation administrative, quantité de déchets sur site

**Prescription contrôlée :**

À tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé à l'article 1.5.2 du présent arrêté a été calculé.

Type de déchets	Quantité maximale sur site
Déchets non dangereux	36 500 tonnes + 10 000 tonnes de terres présentant une pollution non anthropique
Déchets dangereux	20 tonnes
Déchets inertes	10 000 tonnes

**Constats :**

L'exploitant a transmis par courriel du 14/11/24 la quantité de déchets sur site présente le 31/10/24. Celle-ci indique :

- 30 538 t de déchets non dangereux ;
- 5 961 t de terres présentant une pollution non-anthropique ;
- 3 923 t de déchets inertes.

De plus l'exploitant a indiqué que les déchets dangereux ne concernent que les matières utiles au fonctionnement de l'exploitation. Ainsi, il ne dispose jamais de plus d'une tonne de déchets dangereux sur site.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 7 : déchets autorisés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 29/12/2023, article 8.1.1	
<b>Thème(s) :</b> Autre, déchets autorisés	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets non dangereux autorisés sur le site sans accord préalable systématique de M. le préfet sont les suivants :	
Nom du déchet	Code CED
<b>Boues de forage et autres déchets de forage</b>	<b>01 05</b>
Boues de forages et autres déchets de forage contenant de l'eau douce	01 05 04
Déchets non spécifiés ailleurs	01 05 99
<b>Déchets provenant du raffinage du pétrole</b>	<b>05 01</b>
Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 05 01 09	05 01 10
<b>Terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage</b>	<b>17 05</b>
Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03	17 05 04
Boues de dragage autre que celles visées	17 05 06
Ballasts de voie non dangereux	17 05 08
<b>Autres déchets de construction et de démolition</b>	<b>17 09</b>
Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03	17 09 04
<b>Déchets provenant des traitement physico-chimiques des déchets (notamment, déchromatation, décyanuration, neutralisation)</b>	<b>19 02</b>
Déchets provenant des traitements physico-chimiques autres que celles visées à la rubrique 19 02 05	19 02 06
<b>Déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiées ailleurs</b>	<b>19 08</b>

Déchets de dessablage	19 08 02
Boues provenant du traitement des eaux usées urbaines	19 08 05
<b>Déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière)</b>	<b>20 02</b>
Terres et pierres	20 02 02
Autres déchets non biodégradables	20 02 03
<b>Autres déchets municipaux</b>	<b>20 03</b>
Déchets de nettoyage des rues	20 03 03
Déchets municipaux non spécifiés ailleurs	20 03 99

Sont définis comme des déchets ne présentant pas une pollution d'origine anthropique dans le présent arrêté, les déchets ayant le Code déchet 17 05 04. Ces déchets ne subissent pas d'opération de traitement sur le site.

Pour être admis, les déchets doivent également :

- satisfaire aux procédures d'information préalable et d'acceptation préalable ;
- satisfaire au contrôle à l'arrivée sur le site.

Ils proviennent principalement des régions Île-de-France, Normandie et Hauts-de-France.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté à l'Inspection son registre d'entrée et de sortie des déchets. Pour l'année 2024, il s'est avéré que la majorité des déchets portaient les codes 17 05 04 (Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03) et 17 05 06 (Boues de dragage autre que celles visées), soit 244 000 t sur les 250 000 t reçues en entrée.

Une seule entrée portait le code déchet 17 01 01 (béton), pour lequel l'exploitant doit demander l'accord préalable de M. le préfet. Après enquête rapide, il s'avère que le code avait été mal renseigné par le producteur initial de déchet et qu'il avait été validé par erreur par l'exploitant. L'entrée correspondante consistait en fait à du béton concassé, code déchet 17 09 04 (Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03), un type de déchet que l'exploitant peut accepter sans demande d'accord préalable.

Par courriel du 14/11/24 l'exploitant a transmis son registre d'entrée des déchets pour la semaine du 28 octobre. Ce dernier est conforme.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suites

## N° 8 : Quantités autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 29/12/2023, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, quantités autorisés
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le site peut recevoir 400 000 t/an de terres, sédiments de dragage et autres déchets prévus par le présent arrêté.</p> <p>Les quantités maximales journalières reçues sur le site sont de 4 500 tonnes.</p> <p>Le transport par voie fluviale concerne 50 % du tonnage annuel des déchets entrant et sortant du site.</p> <p>Le transport par voie routière des déchets entrant sur le site est limité à 250 000 t/an maximum.</p> <p>À cette fin, l'exploitant met en place un état des stocks ainsi qu'une comptabilité des terres entrantes et sortantes.</p> <p>La durée d'entreposage des déchets sur le site ne peut en aucun cas excéder 1 an s'ils sont destinés à être éliminés ou 3 ans s'ils sont destinés à être valorisés.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir reçu moins de 400 000 t/an de terres, sédiments et autres déchets ces deux dernières années, et qu'il s'attend à recevoir moins de 300 000 t cette année. En 2024, la quantité maximale reçue en une journée était inférieure à 3 500 t.</p> <p>Cependant, si le transport de déchets entrant par voie routière sera bien inférieur à 250 000 t cette année, le transport par voie fluviale représentera moins de 33 % du tonnage de déchets entrant et sortant (91 000 t sur 221 000 t au jour de l'inspection). L'exploitant a indiqué que ce mode de livraison dépendait beaucoup de ses clients pour l'entrée et qu'il était rarement pertinent pour envoyer les terres/sédiments dépollués vers les filières de sortie. De plus, il rappelle qu'il est incité financièrement à privilégier le transport fluvial par HAROPA. Ainsi, c'est bien les contraintes du marché et non une possible réticence de sa part qui affectent la proportion de déchets transportés par voie fluviale.</p> <p><b>Il apparaît donc que la <u>prescription est inadaptée à la situation actuelle de l'exploitant.</u> L'Inspection recommande donc à celui-ci de faire une demande de modification de cette prescription afin qu'elle soit mieux adaptée à sa situation.</b></p> <p>Concernant la durée d'entreposage des déchets, l'exploitant a indiqué qu'au vu de la rapidité des traitements utilisés (lavage et criblage), ceux-ci ne restaient pas sur site plus de quelques mois. La seule exception est un lot de terres polluées arrivé mi-2022 qui est destiné à la valorisation. L'exploitant a également rappelé que, d'un point de vue économique, il n'avait pas intérêt à laisser trop longtemps des déchets sur son installation. Lors de la présentation de l'état des stocks, l'Inspection a pu constater que, à part le lot susmentionné, les lots de terres présents sur site ne dataient pas de plus de quelques mois.</p> <p><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

## N° 9 : Zones de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 29/12/2023, article 8.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, zones de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les andains de déchets avant et après traitement ont une hauteur maximale de 4 mètres.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté que les andains de déchets ne dépassaient pas les 4 mètres de haut.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

## N° 10 : traitement des terres pyritifères

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 28/02/2024, articles 4 et 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, traitement des terres pyritifères
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 4 :</b> Le traitement des terres pyritifères est poursuivi jusqu'à ce que, pour le lot considéré, le rapport NP/AP (NP pour "potentiel de neutralisation" ; AP pour "potentiel d'acidification") suivant la norme NF-EN-15875 soit strictement supérieur à 4.  <b>Article 5 :</b> Les terres pyritifères traitées et dont le rapport NP/AP précité est strictement supérieur à 4 sont évacuées du site dès que possible.  Ces terres sont évacuées dans une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) régulièrement autorisée et qui dispose de l'autorisation à recevoir ce type de terres pyritifères traitées.  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justifiant du respect des dispositions du présent article.
<b>Constats :</b>  Depuis la publication de l'arrêté préfectoral du 28/02/2024, le site a reçu 10 722 t de terres pyritifères en provenance de la Marne. Celles-ci ont déjà été traitées et en partie expédiées. L'exploitant a indiqué avoir procédé aux analyses du rapport NP/AP des terres traitées. Les rapports d'analyses correspondants ont été transmis par courriel du 14/11/24. Il s'avère que le rapport NP/AP le plus bas est de 12 (prélèvement du 13/08/24).  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites